

TU PEUX SAVOIR

Pôle 9 Ouest EPFCL

UNIS PAR LA DIVERSITÉ - SABINE CHOQUET

Auteur : Marie-Laure Choquet

Date de parution : 31 octobre 2018

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.tupeuxsavoir.fr/unis-par-la-diversite-sabine-choquet/>

Référence :

Marie-Laure Choquet, Unis par la diversité - Sabine Choquet, in *Revue Tupeuxsavoir* [en ligne], publié le 31 octobre 2018. Consulté le 22 novembre 2024 sur

<https://www.tupeuxsavoir.fr/unis-par-la-diversite-sabine-choquet/>

Distribution électronique pour tupeuxsavoir.fr. Tous droits réservés pour tous pays. Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent article, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Sabine Choquet

UNIS PAR LA DIVERSITÉ

Ces pays forgés par
leurs différences

MANITOBA

Unis par la diversité - Sabine Choquet

Le titre de cet ouvrage accroche ! A l'heure où l'on s'inquiète de la montée des communautarismes d'un côté et du nationalisme de l'autre notamment en Europe, mais plus largement dans le monde, il est bon de s'arrêter un moment sur les expériences étrangères.

Si le travail de Sabine Choquet s'ancre dans une perspective interdisciplinaire entre philosophie politique et anthropologie, il ne peut laisser indifférent les psychanalystes en soulignant la place faite au un par un et plus largement à la valorisation de la différence dans le fonctionnement politique même d'un pays.

La France, Etat-nation, est hantée par la peur que la reconnaissance de la diversité ne remette en cause son unité nationale. Les particularités individuelles peuvent s'exprimer librement dans la sphère privée mais paraissent ne pas avoir leur place dans l'espace public comme l'ont révélé les affaires du burkini, de la burqa ou le refus de reconnaître à la langue corse un statut officiel. Le modèle politique français d'Etat-nation vise à incorporer les minorités culturelles et linguistiques pour favoriser l'émergence d'un « tout » se voulant homogène et répondant au diktat d'une identité dite nationale. Aux côtés de ce modèle dont nous percevons les limites, l'auteure propose une immersion dans les modèles du multiculturalisme Canadien et de la consociation Suisse. « La Suisse et le Canada sont des fédérations qui sont parvenues à accorder aux minorités une certaine autonomie politique et la possibilité de préserver leurs particularités. Ils ont fait de la valorisation des différences le fondement de leur unité et ils ont renoncé l'un et l'autre à imposer une langue et une culture unique aux populations qui vivent sur leur territoire » précise t-elle. Son travail ne vise pas tant à promouvoir ces pays au rang de modèles garant d'une prétendue paix sociale, qu'à mettre en lumière certaines de nos impasses et engager des pistes de réflexion quant à notre façon d'accueillir l'autre dans sa nécessaire différence.

En passant en revue l'histoire de la construction politique de leurs fonctionnements respectifs, Sabine Choquet nous permet de faire un pas de côté vis-à-vis de notre propre modèle sociétal en soulignant que notre « Etat-nation ne peut se déclarer neutre à l'égard de l'ensemble des cultures et des langues dans la mesure où son projet politique repose tout entier sur la volonté d'organiser l'ensemble de la vie commune en fonction de cette majorité. »

Tandis que pour acquérir la nationalité française, il faut que le le requérant fasse preuve de son assimilation à la communauté française par le passage d'un test au cours duquel il devra prouver une connaissance suffisante de l'histoire, de la culture et de la société

française, d'autres modèles de fonctionnement politique s'appuient sur le fait d'accorder une place à ce qui ne peut s'homogénéiser. Et de souligner que « la division interne n'est pas nécessairement une malédiction ; elle peut même, si elle est habilement gérée, contribuer à la stabilité du système social » écrit Sabine Choquet s'appuyant sur les travaux de Dieckhoff : « Le meilleur exemple de cet équilibre des contraires est sans conteste la Suisse : quatre langues nationales, deux religions, quatre grandes familles politiques, vingt-six cantons, et pourtant une stabilité à toute épreuve. Ce miracle a une explication qui se nomme consociation. »

Il faut suivre de près le chapitre destiné à l'anthropologie des consociations. Pour ne tirer qu'un fil, soulignons que la consociation a opté pour la valorisation des différences qui la compose pour en faire non seulement un atout mais encore une finalité en soi. L'auteure épingle ce qui au fond la distingue de l'Etat-nation : « Un Etat-nation se définit par son objectif qui est d'assurer la coïncidence des frontières politiques et nationales par la reproduction d'une langue et d'une culture. Ce rôle régulateur est le prolongement d'une conception du vivre ensemble d'après laquelle une société unie est composée d'individus indivisible et homogène de citoyens, tous dotés des mêmes droits. Inversement une consociation désignera un système politique qui reconnaît les spécificités culturelles ou linguistiques des groupes présents sur son territoire et se donne pour finalité de les préserver. »

Au Canada, la politique du multiculturalisme lancée dans les années 70 est destinée à faire du pluralisme culturel l'essence même de l'identité canadienne. L'idée est simple : donner à chaque Canadien, individuellement, la possibilité de préserver sa langue et sa culture. Et appliquer ce principe à tous. Le multiculturalisme canadien s'avère être « un moyen d'unir l'ensemble des Canadiens autour de la promotion de leurs différences » explique Sabine Choquet. Permet-il de déjouer les pièges de l'extrême et de la radicalisation de la pensée ? C'est ce que ce livre nous permet de découvrir et d'interroger, ouvrant la question sur les liens qu'entretiennent l'Etat-nation et la radicalisation.

Sabine Choquet est chercheuse permanente au Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC) à l'Université du Québec à Montréal, et depuis février 2018 secrétaire générale du Centre d'études des radicalisations et de leurs traitements de l'Université Paris-Diderot (CERT).



Partagez cet article
Facebook



Google



Twitter



LinkedIn



Print